

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Déclaration du Parti communiste réunionnais après le 1^{er} tour

«Être à la hauteur du message des Réunionnais»

Le Parti communiste réunionnais a diffusé hier à la presse son analyse des enseignements du scrutin au-delà de l'élection présidentielle. Pour le PCR, les électeurs réunionnais ont exprimé le rejet de la politique actuelle et la soif d'un changement. Les Réunionnais ont l'occasion le dimanche 6 mai d'amplifier le score de François Hollande, de donner le maximum de poids à ce contrat et d'augmenter ainsi les chances de sa réalisation. Voici le texte de cette déclaration signée par Elie Hoarau, secrétaire général du PCR.

Les résultats du premier tour de l'élection présidentielle outre-mer, et particulièrement à La Réunion, sont sans commune mesure par rapport à la métropole.

Ces résultats à La Réunion interpellent, à plusieurs niveaux:

- un niveau d'abstention supérieur à la métropole;
- le score non négligeable de Marine Le Pen;
- le score très faible du président sortant Nicolas Sarkozy, de près de 9 points inférieurs à son score en France
- le score écrasant de François Hollande, qui arrive en tête dans toutes les communes et obtient la majorité absolue dans notre île dès le premier tour.

Chacun de ces points pourrait être analysé dans le détail, mais nous devons, au-delà du résultat électoral, saisir la signification politique fondamentale qui s'est exprimée à travers ce scrutin.

François Hollande en tête partout

Les électeurs réunionnais ont exprimé le rejet de la politique actuelle et la soif d'un changement; ce mécontentement général et cette volonté de changement se sont exprimés au-delà des consignes pouvant être données par les représentants locaux des candidats à la population. Ainsi, François Hollande arrive en tête dans des communes, par exemple Salazie, Sainte-Marie, Bras-Panon, l'Étang-Salé, Saint-Pierre, Saint-Philippe, Le Tampon, etc. alors que les maires de ces communes ont fait campagne pour Nicolas Sarkozy. François Hollande est également arrivé en tête dans une commune comme Saint-Leu alors que le maire a fait campagne pour François Bayrou. Les électeurs n'ont pas non plus suivi les consignes des présidents des collectivités, Didier Robert et Nassimah Dindar, dont les candidats qu'ils soutiennent, respectivement Nicolas Sarkozy et François Bayrou, ont été sévèrement battus.

Ainsi, du Port à Salazie, de Saint-Benoît à Saint-Pierre, de Sainte-Suzanne à Saint-Philippe..., partout dans l'île, François Hollande est arrivé largement en tête, et Nicolas Sarkozy a été nettement battu.

La majorité des suffrages pour celui qui incarne le changement

Les Réunionnaises et les Réunionnais — notamment la majorité d'entre eux qui est confrontée à une situation de souffrance et d'exclusion sociale — ont pris la parole et se sont exprimés librement avec leur bulletin de vote.

Celui qui incarne le système dominant actuel et qui est en grande partie responsable de la situation économique et de casse sociale, c'est le président sortant Nicolas Sarkozy, qui a été sévèrement sanctionné. Certains électeurs ont exprimé leur mécontentement général en votant Marine Le Pen.

Et François Hollande, incarnant la possibilité du changement, a logiquement rallié la majorité des suffrages. Les électeurs qui se sont prononcés en faveur de Jean-Luc Mélenchon ont également exprimé la volonté d'un changement.

C'est ce courant profond qui s'est exprimé dans toute l'île, transcendant les prises de position ponctuelles de tel ou tel ou des circonstances locales. Le Parti communiste réunionnais a contribué à l'expression de ce courant.

Au-delà des problèmes de personnes, ce courant profond, cette vague de mécontentement, cette aspiration au changement expriment le rejet de la politique du gouvernement Sarkozy, et plus largement du modèle actuel de développement et de sa représentation institutionnelle à différents niveaux, national ou local.

L'obligation d'un changement fondamental

Cela confirme notre analyse, partagée de plus en plus: le modèle actuel a épuisé ses possibilités et est arrivé à ses limites. Il faut changer de cap.

Le résultat électoral exceptionnel de La Réunion nous dicte l'attitude que l'on doit avoir: ce serait une erreur de se réjouir d'un succès électoral sans entendre le message fondamental des électeurs: l'obligation d'un changement fondamental.

L'histoire ne se répète pas mécaniquement, mais elle nous enseigne: en 1981, nous avons indiqué, dans une déclaration publiée le 12 mai, 2 jours après la victoire de François Mitterrand, que le cadre qui nous était proposé — intégration sans assimilation — était un cadre acceptable, que nous prenions le pari du développement, tout en étant sceptiques et en étant convaincus que l'expérience concrète fera apparaître les contradictions générées par le mode de développement.

Au-delà des avancées obtenues dans tel ou tel domaine, force est de constater que les problèmes fondamentaux de la société réunionnaise — chômage massif, inégalités criantes, mal développement — n'ont pas pu être réglés. C'est cette impasse qui est de plus en plus ressentie par la population, laquelle exprime son mécontentement et sa volonté de changement.

Contrat approuvé publiquement

A la lumière de cette situation, nous réaffirmons l'importance de la démarche que nous avons fait prévaloir à l'occasion de l'élection présidentielle: élaborer un projet global et des propositions que nous avons soumises aux candidats du changement.

Dans la situation grave que nous connaissons, c'est un acte de responsabilité que nous avons posé, afin de nouer un contrat avec celui qui est en situation de devenir le prochain président de la République. Ce contrat a été approuvé publiquement.

Il prend en compte les priorités de l'urgence sociale: l'emploi, et notamment l'emploi des jeunes, le logement, le pouvoir d'achat; il détermine les axes du développement durable: la relance des chantiers structurants avec notamment le tram-train, l'autonomie énergétique, le maximum d'autosuffisance alimentaire, le co-développement régional, la mobilisation de moyens financiers à travers le fonds réunionnais de développement, et une nouvelle gouvernance fondée sur la responsabilité.

Les Réunionnais ont l'occasion le dimanche 6 mai d'amplifier le score de François Hollande, de donner le maximum de poids à ce contrat et d'augmenter ainsi les chances de sa réalisation.

Ce contrat est en effet le vecteur du changement, et la population en est le moteur. Et elle devra être aussi le gardien vigilant de son application.

C'est cette perspective lucide que nous devons ouvrir en ne masquant pas les difficultés: impact démographique, croissance de la demande sociale, changements climatiques, défi énergétique, crises économique et financière, réduction des marges de manœuvre budgétaire de l'État...

Prêts à tout remettre en cause

C'est pourquoi nous devons rejeter toute attitude de triomphalisme béat ou de récupération politicienne dérisoire, et ne pas entretenir des illusions en faisant croire qu'en votant simplement pour un tel ou un tel, tous les problèmes seront réglés. Nous devons faire preuve d'esprit de responsabilité.

Dans un contexte difficile, la mise en œuvre du contrat reposera impérativement sur les principes de loyauté, du respect de la parole donnée et de solidarité.

Le vote exceptionnel des Réunionnaises et Réunionnais dimanche dernier sera certainement amplifié le 6 mai. Il est porteur d'un message.

Tous les responsables politiques doivent être à la hauteur de ce message, c'est-à-dire être prêts à tout remettre en cause.

Pour le Secrétariat du PCR,
Le Secrétaire général,

Elie Hoarau